



Cofinancé par
l'Union européenne



سمسم - مشاركة مواطنة
ⵎⴰⵔⴰⵎⴰⵏⵉⵙⵉⵎ - ⵜⴰⵎⴰⵔⴰⵏⵉⵙⵉⵎⴰⵏⵉ
SIMSİM - PARTICIPATION CITOYENNE



Termes de Référence

Pour le recrutement d'un-e consultant-e / cabinet pour la réalisation d'une étude sur le cadre juridique et institutionnel de la Civic Tech et des OSC au Maroc.

Projet « Innov4Impact : Accélérer la transition digitale des OSC marocaines »

Période indicative de mise en œuvre : Mai à septembre 2026

Zone d'intervention : Maroc, avec un ancrage principal à Rabat et des consultations pouvant être conduites à distance ou dans d'autres territoires selon les besoins de la mission.

1. Contexte

La transformation numérique constitue aujourd'hui un levier majeur pour améliorer la gouvernance publique, renforcer la transparence et favoriser une participation citoyenne plus inclusive. Dans ce contexte, les Civic Tech, entendues comme l'ensemble des outils, plateformes et initiatives numériques au service de la participation citoyenne, de la transparence et de la redevabilité, occupent une place croissante dans les démocraties contemporaines.

Au Maroc, plusieurs réformes institutionnelles et juridiques ont contribué à l'émergence d'un environnement favorable à l'innovation civique et à la participation numérique. La Constitution de 2011 consacre notamment les principes de participation citoyenne, d'accès à l'information et de démocratie participative. Plusieurs textes et politiques publiques structurants encadrent également cet environnement, notamment la loi 31.13 relative au droit d'accès à l'information, la loi 09.08 relative à la protection des données à caractère personnel, ainsi que différentes stratégies nationales de transformation numérique. Des institutions publiques telles que l'Agence de Développement du Digital, la CNDP et les départements ministériels concernés jouent également un rôle structurant dans cet écosystème.

Malgré ces avancées, l'écosystème Civic Tech au Maroc demeure encore émergent. Les organisations de la société civile, les innovateurs civiques et les entrepreneurs sociaux développent progressivement des initiatives numériques favorisant l'accès à l'information, la participation citoyenne et la redevabilité publique, mais ces initiatives évoluent dans un environnement réglementaire qui n'est pas toujours explicitement conçu pour soutenir l'innovation civique ou les nouveaux modèles de participation numérique.

Dans ce cadre, le projet Innov4Impact vise à renforcer les capacités numériques des organisations de la société civile et à soutenir l'émergence d'un écosystème favorable à l'innovation civique. Dans ce sens on prévoit la réalisation d'une étude approfondie sur le cadre juridique et institutionnel influençant le développement des Civic Tech, la participation citoyenne numérique et l'environnement des OSC au Maroc. Cette étude doit constituer une



Cofinancé par
l'Union européenne



سمسم - مشاركة مواطنة
ⵎⴰⵔⴻⵎⴰⵏⵉⵙⴰ ⵏ ⵙⵉⵎⵙⵉⵎ
SIMSIM - PARTICIPATION CITOYENNE



base analytique solide pour alimenter le dialogue politique, le plaidoyer, les tables rondes, les ateliers régionaux et les espaces de concertation prévus dans la suite du projet.

2. A propos du projet

Le projet co-financé par l'UE et la BMZ "Innov4Impact : Accélérer la transition digitale des OSC marocaines" a débuté en janvier 2026 pour une durée de 4 ans et vise à outiller numériquement la société civile marocaine afin de renforcer son rôle dans la gouvernance, la participation citoyenne et l'inclusion sociale.

Porté par la Konrad-Adenauer-Stiftung, l'association SimSim-Participation Citoyenne et l'Association marocaine de solidarité et de développement (AMSED), il ambitionne à la fois de renforcer les capacités numériques des organisations de la société civile, de soutenir l'émergence d'un écosystème favorable à l'innovation civique, et de créer des passerelles durables entre OSC, institutions publiques, secteur privé tech et milieux académiques.

Le projet cible notamment 150 OSC locales, 1 500 jeunes ambassadeurs du numérique, ainsi que des représentants institutionnels, avec une attention particulière portée aux publics en situation d'exclusion numérique, notamment les femmes, les jeunes ruraux et les personnes vulnérables.

À travers des études, des espaces de dialogue, des formations, des micro-projets et des plateformes numériques, Innov4Impact cherche ainsi à faire de la transition digitale un levier concret de participation, de transparence, de redevabilité et d'innovation sociale au Maroc.

3. A propos des partenaires

L'Association marocaine de solidarité et de développement (AMSED) est une organisation marocaine à but non lucratif créée en 1993 reconnue d'Utilité Publique (Dahir n° 1-58-376), reconnue pour son engagement en faveur du développement, du renforcement des capacités de la société civile et de l'accompagnement des dynamiques communautaires. Au fil des années, AMSED a consolidé une présence institutionnelle dans plusieurs champs d'intervention à dimension sociale et associative, avec une approche fondée sur la structuration des acteurs, l'appui aux initiatives de terrain, le plaidoyer et le développement de réponses adaptées aux besoins des publics et des territoires. Par son expérience accumulée et son ancrage dans le paysage associatif marocain, AMSED constitue aujourd'hui un acteur établi du renforcement de la société civile et de l'action de développement au Maroc.

SimSim Participation Citoyenne est une association marocaine indépendante créée en 2013. Elle œuvre pour le renforcement de la participation citoyenne, de la transparence institutionnelle et de l'inclusion citoyenne à travers l'usage des technologies civiques. Son action vise à rapprocher les citoyennes et citoyens des processus de décision publique et à promouvoir une gouvernance plus ouverte, inclusive et redevable, où l'innovation numérique constitue un levier central d'engagement citoyen.

Ses principales interventions s'articulent autour de quatre domaines : la participation citoyenne, les usages des technologies au sein de la société civile, la transparence et l'accès à l'information,



Cofinancé par
l'Union européenne



سمسم - مشاركة مواطنة
ⵜⴰⴷⵓⴷⴰ ⵜⴰⴳⴷⵓⴷⴰ ⵜⴰⴳⴷⵓⴷⴰ
SIMSIM - PARTICIPATION CITOYENNE



الجمعية المغربية للتضامن والتنمية
Association Marocaine de Solidarité et de Développement



ainsi que la démocratie et les droits humains. SimSim est largement reconnue pour son expertise en civic-tech et en suivi des politiques publiques, à travers la mise en œuvre de plusieurs projets et initiatives innovantes visant à renforcer le lien entre citoyens et institutions, à promouvoir la redevabilité, et à encourager la participation des jeunes et des femmes dans la vie publique, tout en contribuant aux dynamiques d'ouverture institutionnelle au Maroc.

La Konrad-Adenauer-Stiftung est une fondation Active dans plus de 100 pays à travers le monde, politique allemande associée à l'Union chrétienne-démocrate Deutschlands-CDU) d'Allemagne (Christlich Demokratische Union Fondée dès 1955), elle porte le nom du premier chancelier fédéral Konrad Adenauer depuis 1964. La fondation demeure liée à l'héritage spirituel et à la mémoire politique d'Adenauer. Ses principes sont bien plus que des lignes directrices pour la fondation, mais une mission voire une obligation.

Depuis son bureau à Rabat, notre fondation gère ses projets de coopération au Maroc depuis 1982 et en Mauritanie depuis 2012 à travers des partenariats stratégiques avec les partis politiques, la société civile, le secteur académique, le secteur public et les institutions étatiques et non étatiques. Nos principaux domaines d'intervention sont liés généralement à la promotion de la représentation citoyenne et la représentation politique, l'innovation et l'économie sociale du marché. Nous assurons l'accompagnement nécessaire pour des groupes cibles afin de mieux définir leurs actions de sorte qu'elles combinent impact et durabilité.

Pour exécuter nos actions, nous adoptons une méthodologie variée et innovante de manière à toucher les différents groupes cibles en leur permettant de devenir des acteurs de changement dans leurs communautés et ce à travers la mise en place des séminaires et des ateliers de formation, la sortie régulière de nouveaux ouvrages sur des questions d'actualité mis à disposition gratuitement l'octroi des bourses aux étudiants talentueux et l'organisation des programmes d'échange entre le Maroc et l'Allemagne.

4. Objet de la mission

La présente mission a pour objet le recrutement d'un-e consultant-e ou d'un cabinet spécialisé chargé de réaliser **une étude approfondie, analytique et prospective** sur le cadre juridique et institutionnel encadrant :

- L'environnement des organisations de la société civile au Maroc.
- La participation citoyenne numérique.
- L'écosystème Civic Tech.
- Les enjeux liés à l'accès à l'information, à la consultation publique, à la gouvernance numérique, à la protection des données à caractère personnel et aux perspectives de régulation de l'intelligence artificielle dans leur interaction avec l'espace civique.

5. Objectif général

Produire une analyse consolidée, critique et prospective du cadre juridique et institutionnel encadrant l'environnement des OSC et l'écosystème de la Civic Tech au Maroc, en intégrant les enjeux de la transformation numérique, afin d'alimenter un



Cofinancé par
l'Union européenne



سمسم - مشاركة مواطنة
ⵎⴰⵔⴻⵎⴰⵏⵉⵙⵉⵎ - ⵜⴰⵎⴰⵏⵉⵙⵉⵎⴰⵏⵉⵙⵉⵎ
SIMSİM - PARTICIPATION CITOYENNE



plaidoyer stratégique en faveur d'un espace civique inclusif, sécurisé et adapté aux évolutions digitales.

6. Objectifs spécifiques

La mission devra permettre de :

1. Analyser les cadres juridiques, réglementaires et institutionnels influençant les initiatives de Civic Tech et la participation numérique au Maroc. Synthétiser les travaux existants, notamment ceux du réseau MIRLA et de l'assistance technique financée par l'Union européenne sur la loi des associations et l'emploi associatif, afin d'assurer une continuité des efforts de réforme.
2. Évaluer l'impact des cadres juridiques existants sur les organisations de la société civile, les innovateurs civiques et les initiatives numériques citoyennes.
3. Identifier les lacunes réglementaires, les contraintes juridiques et les défis institutionnels.
4. Mettre en lumière les opportunités et les bonnes pratiques internationales pouvant inspirer l'évolution du cadre marocain.
5. Proposer des pistes de réformes et des outils de plaidoyer adaptés aux décideurs publics, notamment le Parlement et les ministères, ainsi qu'aux acteurs de la société civile afin de favoriser l'appropriation territoriale des réformes.
6. Produire une étude complète sur l'écosystème Civic Tech et la participation citoyenne numérique au Maroc.
7. Produire des outils de plaidoyer adaptés aux différents acteurs.

7. Résultats attendus

Au terme de la mission, les résultats suivants sont attendus :

- Une compréhension approfondie et structurée de l'écosystème Civic Tech, de la participation citoyenne numérique et de l'environnement des OSC au Maroc.
- Une analyse critique, structurée et consolidée des cadres législatifs, réglementaires et institutionnels existants.
- Une cartographie des enjeux numériques appliqués à l'environnement des OSC et à la Civic Tech ;
- Une identification claire des lacunes, freins, opportunités et leviers de réforme.
- Une analyse des leviers d'évolution appuyée, le cas échéant, par des éléments comparatifs ciblés
- Des recommandations opérationnelles de plaidoyer à destination des décideurs publics et des acteurs de la société civile.
- Des éléments structurés de plaidoyer facilitant l'appropriation par les décideurs publics et les acteurs de la société civile.



Cofinancé par
l'Union européenne



سيمسيم - مشاركة مواطنة
ⵎⴰⵔⴻⵎⴰⵏⵉⵙⴰ ⵜⴰⵎⴰⵔⵉⵏⵜ ⵜⴰⵎⴰⵔⵉⵏⵜ
SIMSİM - PARTICIPATION CITOYENNE



Les résultats de cette étude ont vocation à alimenter les activités de dialogue politique, les ateliers de concertation, ainsi que les actions de plaidoyer menées dans le cadre du projet.

8. Périmètre de l'étude

Elle couvrira, de manière intégrée et transversale, les axes suivants :

- Environnement juridique et institutionnel des OSC
- Cadre légal régissant les associations et leur fonctionnement.
- Articulation entre réforme associative, emploi associatif et transition numérique.
- Contraintes administratives, institutionnelles ou réglementaires pesant sur l'action des OSC.
- Conditions de participation des OSC aux politiques publiques et aux mécanismes de concertation.
 - **Participation citoyenne numérique et gouvernance ouverte**
 - Cadre légal et opérationnel de l'Accès à l'information.
 - Dispositifs de Consultation publique et de participation citoyenne en ligne.
 - Transparence, redevabilité publique et données ouvertes.
 - Dispositifs numériques de participation citoyenne.
 - Gouvernance publique numérique.
 - **Civic Tech, droits numériques et innovation civique**
 - Conditions juridiques et institutionnelles de développement des initiatives Civic Tech.
 - Protection des données à caractère personnel.
 - Enjeux réglementaires liés à l'usage de l'intelligence artificielle dans l'espace civique.
 - Garanties nécessaires pour concilier innovation, inclusion, sécurité juridique et protection des droits.

9. Publics cibles et bénéficiaires

Les publics cibles et bénéficiaires de l'étude comprennent notamment :

- Les OSC et les acteurs de l'innovation civique et sociale.
- Les citoyen·ne·s engagé·e·s, en particulier les jeunes et les femmes.
- Les institutions publiques.
- Les parlementaires.
- Les experts juridiques et académiques.
- Les pionniers ou représentants de la Civic Tech.
- Les expert·e·s de l'assistance technique financée par l'Union européenne.

10. Approche méthodologique attendue

Le consultant ou cabinet retenu devra proposer une méthodologie rigoureuse, participative et orientée vers l'action. Cette méthodologie devra obligatoirement inclure :



Cofinancé par
l'Union européenne



سيمسيم - مشاركة مواطنة
ⵎⴰⵔⴻⵎⴰⵏⵉⵙⴰ ⵜⴰⵎⴰⵔⵉⵏⵜ ⵜⴰⵎⴰⵔⵉⵏⵜ
SIMSİM - PARTICIPATION CITOYENNE



الجمعية المغربية للتضامن والتنمية
Association Marocaine de Solidarité et de Développement



- Une revue documentaire et juridique approfondie des textes en vigueur, des avant-projets de loi, des stratégies publiques, des notes techniques et des études pertinentes.
- Une capitalisation explicite des travaux existants, notamment ceux produits par le réseau MIRLA et par l'assistance technique financée par l'Union européenne sur la loi des associations et l'emploi associatif.
- Une cartographie des parties prenantes, des institutions concernées et du périmètre juridique.
- Des entretiens semi-directifs avec les institutions publiques, les parlementaires, les experts académiques et juridiques, les représentants d'OSC et les acteurs de la Civic Tech.
- Des consultations ciblées et, si pertinent, des groupes de discussion.
- une analyse critique basée sur des critères d'effectivité et d'impact ;
- une mise en perspective internationale ;
- La formulation de recommandations hiérarchisées, réalistes, argumentées et exploitables dans une logique de plaidoyer.

La méthodologie devra également garantir la complémentarité entre les deux volets de l'étude, à savoir le volet « Civic Tech » et le volet « environnement des OSC », conformément au positionnement des partenaires de mise en œuvre.

11. Circuit opérationnel de la mission

La mission s'inscrira dans le circuit opérationnel suivant :

Étape 1 : Lancement de l'étude

- Réunion de cadrage avec l'expert.
- Validation de la méthodologie et du plan détaillé.
- Facilitation des contacts avec les institutions et acteurs clés.

Étape 2 : Collecte et analyse

- Recherche documentaire.
- Conduite des entretiens et groupes de discussion.
- Production d'analyses intermédiaires.
- Suivi technique, avec point bimensuel si nécessaire.

Étape 3 : Revue et validation

- Soumission du draft.
- Revue conjointe par SimSim, AMSED et KAS.
- Intégration des commentaires.

Étape 4 : Finalisation et diffusion

- Remise des livrables finaux.
- Validation finale du rapport et du policy brief.
- Éventuelle restitution et diffusion selon les modalités convenues.



Cofinancé par
l'Union européenne



سيمسم - مشاركة مواطنة
ⵎⴰⵔⴻⵎⴰⵏⵉⵙⴰⵏⵉⵎⴰⵏⵉⵙⴰⵏⵉ
SIMSIM - PARTICIPATION CITOYENNE



12. Durée de la mission

La mission sera réalisée sur une période maximale de cinq mois, comprise entre mai et septembre 2026. Le soumissionnaire devra détailler dans son offre la répartition de la charge de travail par phase de travail et par livrable.

13. Livrables attendus

Le consultant ou cabinet retenu devra produire les livrables suivants :

Le consultant ou cabinet retenu devra produire les livrables suivants :

1. Une note méthodologique détaillée.
2. Un rapport préliminaire intégrant les premiers résultats et une première série de recommandations.
3. Un rapport final consolidé après intégration des commentaires des partenaires.
4. Un policy brief (3–4 pages) à destination des décideurs publics.
5. Une matrice des lacunes du cadre juridique et institutionnel.
6. Une note prospective sur la régulation de l'intelligence artificielle et son impact sur l'espace civique.
7. Un guide de bonnes pratiques pour le plaidoyer des OSC en matière de transparence, participation citoyenne et gouvernance numérique.
8. Les annexes techniques (entretiens, consultations, enquêtes).

Tous les livrables devront être remis en français et en arabe, en formats Word modifiable et PDF. Le rapport final devra obligatoirement contenir un résumé exécutif, une analyse comparative, des recommandations hiérarchisées et les annexes méthodologiques nécessaires à sa bonne exploitation. Le consultant veillera à produire des documents rédigés dans un style analytique, rigoureux et directement exploitable pour le plaidoyer.

14. Profil recherché

Le ou la consultant-e, ou le cabinet candidat, devra justifier des qualifications suivantes :

- Minimum Bac+5 en droit, sciences politiques, politiques publiques, gouvernance numérique ou dans un domaine équivalent.
- Au moins cinq années d'expérience dans la conduite d'études, d'analyses juridiques, institutionnelles ou de politiques publiques.
- Expertise avérée sur les enjeux liés aux OSC, à la participation citoyenne, à la gouvernance numérique, aux droits numériques ou à l'innovation civique.
- Bonne connaissance du contexte marocain et des acteurs institutionnels concernés.
- Expérience confirmée dans l'élaboration de rapports analytiques, notes de plaidoyer, policy briefs.
- Excellente maîtrise du français et de l'arabe.

Dans le cas d'un cabinet, un consultant principal devra être clairement identifié et répondre aux critères ci-dessus. Les profils additionnels mobilisés devront être décrits dans l'offre.



Cofinancé par
l'Union européenne



سمسم - مشاركة مواطنة
ⵎⴰⵔⴰⵏⵉⵎⴰⵏⵉⵙⴰⵏⵉ
SIMSİM - PARTICIPATION CITOYENNE



15. Dossier de candidature

Le dossier de candidature devra obligatoirement comprendre :

- Un CV détaillé du consultant principal et/ou une présentation institutionnelle du cabinet.
- Une note conceptuelle d'une à deux pages présentant la compréhension de la mission et la vision générale du candidat pour la réalisation de l'étude. (Première phase de la sélection)
- Une proposition méthodologique détaillée. (Seconde phase de la sélection)
- Une offre financière détaillée.
- Au moins deux références de missions similaires.
- Le cas échéant, des exemples de travaux antérieurs pertinents.

Les soumissionnaires devront présenter leur offre financière conformément à leur régime juridique et fiscal.

- Les auto-entrepreneurs soumettront une offre en TTC. En cas d'attribution, ils devront produire, au moment de la signature du contrat, le document d'inscription mentionnant les activités autorisées.
- Les entreprises soumettront leur offre en HT et devront présenter, lors de la signature du contrat, un justificatif de régularité fiscale valide.
- Les experts individuels sont informés qu'une retenue à la source de 30 % sera appliquée sur les honoraires versés, selon les dispositions fiscales applicables.

L'absence de production des pièces requises au stade de la contractualisation pourra entraîner l'annulation de l'attribution.

16. Modalités de sélection

La sélection se fera en deux étapes :

Première étape

Les candidatures seront examinées sur la base :

- Du CV ou du profil du cabinet.
- D'une note conceptuelle d'une à deux pages présentant la vision générale du candidat pour la mission.
- De l'offre financière.

Deuxième étape

Les candidats présélectionnés à l'issue de la première phase seront invités à soumettre une méthodologie détaillée. Le choix final portera sur l'évaluation de cette méthodologie proposée pour la conduite de l'étude. La sélection sera assurée par un comité de sélection.



Cofinancé par
l'Union européenne



سمسم - مشاركة مواطنة
ⵎⴰⵔⴻⵎⴰⵏⵉⵎⴰⵏⵉⵙⵉⵎ
SIMSIM - PARTICIPATION CITOYENNE



17. Critères d'évaluation

Les offres seront évaluées sur 100 points selon la pondération indicative suivante :

A. Évaluation technique : 75 points

- Compréhension de la mission et qualité de la note conceptuelle : 10 points.
- Qualité de la méthodologie proposée : 20 points.
- Expérience du consultant ou du cabinet dans des missions similaires : 30 points.
- Connaissance du contexte marocain et des enjeux liés aux OSC, à la gouvernance numérique ou à la Civic Tech : 10 points.
- Qualité des références : 5 points.

B. Évaluation financière : 25 points

- Cohérence, clarté et compétitivité de l'offre financière : 30 points.

Seules les offres ayant obtenu la note technique de 60 seront retenues pour l'analyse financière.

18. Modalités de soumission

Le dépôt des candidatures s'effectue exclusivement via la plateforme suivante : [Formulaire de soumission](#)

Avant le **03/05/2025 à 23 :59 GMT+1**.

N.B: Toute candidature reçue après le deadline sera systématiquement rejetée. (Dans le cas de prolongation un avis sera publié sur les canaux du consortium)